FLAMBEAU des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N°538 du Jeudi 19 Avril 2018 PRIX : 250 F CFA

Editorial

La saison des épiphénomènes

P.3

Le Gal Yark Damehame

Au Travail mon Général !

P.5

Finances

FNFI

Faits et chiffres

P.2

Yves Gnaba, DG FNFI

Société

Interdiction d'importation, de vente et de consommation de Tilapias au Togo

Attention à la confusion !

P.5

Col Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

Sport/Cyclisme

Participation togolaise au 27ème Tour Cycliste

Rétropédalage !

P.7

Donné Gagou, Pdt FTC

Economie/ bilan 2017-2018 de production de coton

Une hausse de 30%

P.3

Le FNFI à quelques mois de l'achèvement de la 1ère phase d'opérationnalisation

Faits et chiffres

Lancé le 25 janvier 2014 par le Chef de l'Etat, le Fonds National de la Finance inclusive (FNFI)s'avère une réponse institutionnelle forte aux contraintes spécifiques d'accès des populations pauvres des zones rurales très reculées souvent exclues des systèmes classiques de financement aux services financiers de base.

A quelques mois de l'achèvement de la première phase de son opérationnalisation, le bilan du FNFI (Fonds National de la Finance Inclusive) dressé le 13 avril dernier lors d'une rencontre de l'institution, avec la presse présente le Fonds en faits et chiffres.

« La pauvreté grandissante en Afrique est à la base de différents fléaux qui déstabilisent le continent », disait le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé au lancement du Fnfi qu'il inscrivait dans les actions de lutte contre la pauvreté pour reculer les frontières des projets criminels auxquels est confrontée la jeunesse. Ainsi, depuis son lancement sous la coupole du ministère du développement à la base, plusieurs produits de crédits ont pris corps avant que le fonds ne quitte le giron du ministère du développement à la base pour ensuite être placé sous une nouvelle tutelle technique, le secrétaire d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel.

Pour coordonner les différentes activités, faire les opérations de crédits et assurer le fonctionnement du Fonds, il a été mobilisé auprès de l'Etat, de 2014 à 2017, un montant de 32,118 milliards de frs CFA dont 21,175 milliards de frs CFA directement du Trésor Public ...

De la parole aux actes

Après le lancement du Fonds National de la Finance Inclusive, les intentions du Chef de l'Etat ont rapidement été converties en actes avec 6 produits d'octroi de crédits dont trois de base et trois spécifiques mis à disposition. Il s'agit de l'Apsef, de l'Agrisef et de l'Ajsef, tous des produits de base ainsi que le produit de la Banque Africaine pour le Développement(BAD) pour l'inclusion financière des Femmes Vulnérables(Paiffv) destiné à des cibles spécifiques, le Produit d'Accompagnement Spécial(PAS) destiné à prendre en charge non seulement les bénéficiaires fin 4ème cycle de Apsef(Pas-Apsef)et 2ème cycle de Agrisef(Pas-Agrisef) en vue de leur préparation pour rentrer dans le portefeuille classique des PSF mais aussi les clients des Psf et enfin le Produit Saisonnier destiné à la même cible que le Pas-Apsef pour le financement des activités génératrices de revenus à cycle saisonnier. Il faut aussi noter dans ses différentes œuvres, un produit transversal assurance dénommé « Assur-Fnfi » pour une garantie accident et décès accidentel, une couverture multirisque professionnelle et une couverture santé.

Table d'honneur

Ces différents produits injectés ont atteint leur cible et il faut parcourir les chiffres pour s'en rendre compte.

Au contact des chiffres

Pour coordonner les différentes activités, faire les opérations de crédits et assurer le fonctionnement du Fonds, il a été mobilisé auprès de l'Etat, de 2014 à 2017, un montant de 32,118 milliards de frs CFA dont 21,175 milliards de frs CFA directement du Trésor Public et 10,943 milliards de frs CFA provenant des Partenaires Techniques et Financiers.

Ces fonds ont permis au terme de 2014 à 2017 de toucher 861811 nouveaux bénéficiaires des produits Agrisef, Apsef, Ajsef, Pas, Ps et Paiffv avec un montant de crédits débloqués par les Partenaires et Services Financiers(Psf) estimé à 44,3 milliards de frs CFA. 586.645 renouvellements de crédits ont aussi été assurés pour un montant total de 28,5milliards de frs CFA. En tout, 1.448.456 microcrédits ont été octroyés pour un montant total de 72,8 milliards de frs CFA.

Qui parle de crédit parle de remboursement et c'est ce maillon de la chaîne du Fnfi qui a mal tourné, compte tenu de certaines contingences notamment les aléas climatiques qui ont ralenti le remboursement des produits agrisef. Outre cet aspect, il faut noter aussi la mauvaise foi des bénéficiaires ou de la mauvaise perception des crédits Fnfi qui résulte de la désinformation. On retient donc dans le système de remboursement basé sur deux taux, celui de remboursement des Psf vers le Fnfi et celui des bénéficiaires vers les Psf, les chiffres suivants : de 2014 à 2017, le taux de remboursement des Psf vers le Fnfi est passé de 100% en 2014 pour se situer respectivement à 93,7% en 2015, et 85,3% en 2016 tandis que le taux moyen de remboursement des bénéficiaires vers les Psf est de 93% en 2014, 90% en 2015, 81,3% en 2016. En ce qui concerne l'année 2017, les données sont en cours de compilation.

Isaac Tonyi

EDITORIAL

La saison des épiphénomènes

La crise socio-politique que traverse le pays fait voir toutes les couleurs sur l'échiquier politique. Les évènements se suivent mais ne se ressemblent pas à l'image des politiques facilement identifiables aux actes et phénomènes qui se greffent à la situation délétère que traverse le pays.

Autant la situation reste préoccupante par rapport à la sortie de crise, autant les petits détails liés à cette ébauche de plan de décrispation valent la peine d'alerter l'opinion sur les jeux troubles qui ont cours dans le landerneau politique à chaque fois que le rapport de force sur le plan politique semble s'établir entre deux entités, le parti au pouvoir et un regroupement de partis. Le moment est encore propice à la réalisation des épiphénomènes comme il en a toujours été le cas au fort des luttes entre parti au pouvoir et un regroupement représentatif de l'opposition. Il surgit toujours une autre force assez négligeable pour assurer un quelconque équilibre entre les deux forces comme le prétendent toujours les instigateurs des mouvements centristes.

Le premier épiphénomène a un nom, il s'agit du groupe des centristes porté sur les fonts baptismaux le 13 avril dernier. Trois particules sont à l'origine de la manifestation de ce phénomène secondaire, il s'agit du Net, du Cpp et du Pdp. Les trois hommes politiques n'ont pas oublié le refrain sur toutes les lèvres quand se produisent ces épiphénomènes. Comme toujours, il est dénoncé la bipolarisation de la vie politique. Les trois particules qui se constituent en centristes ont d'ores et déjà une recommandation phare, l'abandon du retour à la constitution de 1992. Cette position, loin de participer à un jeu de régulateur, devient un contre- poids.

La saison est tellement propice à ces manifestations intéressées que nul n'est étonné d'assister à une telle agitation dont le but n'est aucunement de proposer une piste de solution qui prenne en compte les revendications du peuple. Ces nouveaux centristes qui se jettent à l'eau pour pêcher de nouveaux adhérents font un passage éclair qui ne change en rien la configuration actuelle de la lutte entre la coalition et le pouvoir. Bientôt les associations fantoches vont rentrer dans la danse pour apporter de l'eau au moulin des centristes.

Seulement, Le fossé est encore grand pour être bouché par trois particules. Il faut plutôt attendre de voir si les autres acteurs qui sont à la recherche de la direction du vent, vont se faire des associés dans le rang des centristes.

Isaac Tonyi

Dialogue politique/ institutionnalisation de la facilitation

Vers un « Diktat » de la CEDEAO ?

19 février- 19 avril. Il y a exactement deux mois, démarrait, à Lomé sous l'égide du président ghanéen, Nana Akufo-Addo, la phase active du dialogue politique en cours entre le pouvoir de Lomé et la Coalition des 14 formations politiques (C14). Mais à peine démarrés, ces pourparlers sont au ralenti. Ils avancent à pas de caméléon, faute de consensus. Mais entre la radicalisation des positions et la douceur du facilitateur, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) semble prendre ses responsabilités. Elle institutionnalise désormais la facilitation, avec possibilité de faire des recommandations aux acteurs.

Cet énième dialogue politique qui se profile à l'horizon devra être l'ultime. Lequel devra conduire à une sortie définitive de la crise politique à laquelle est confronté le pays depuis plus de 25 ans. Tel a été le souhait de l'ensemble des Togolais, à l'annonce de ces pourparlers. Mais deux mois après, le désespoir et l'incrédulité semblent prendre la place de l'optimisme et de l'espoir. Difficile pour le facilitateur ghanéen de concilier, malgré sa volonté, deux positions radicales. L'une aussi rigide que l'autre.

L'achoppement... !

Face à l'achoppement constaté mais voilé, le facilitateur y va de sa diplomatie, alliant consultations bilatérales, écoutes permanentes et exhortations. *« Je ne suis pas Togolais et donc je ne peux pas prendre position dans cette affaire. Je peux seulement assister, apporter mon effort dans la recherche d'une solution durable pour votre pays »*, disait en substance Nana Dankwa Akufo-Addo aux acteurs, à l'ouverture du dialogue. Et de les encourager, plus tard, à ne pas fermer la porte aux propositions faites par l'une ou l'autre partie. Mais plus à prendre en considération, l'intérêt supérieur de la nation. De la méthode douce visant à mettre en confiance les acteurs.

Malheureusement, tout porte à croire que la bonne foi et la disponibilité du facilitateur à « assister » les acteurs sont mises à rudes épreuves par ces derniers. Chacune des parties joue au mic- mac, selon ses intérêts. Même au prix du règlement intérieur du dialogue dont les clauses sont allègrement violées. En exemple, la lecture croisée de la poursuite, par le gouvernement et la CENI, du processus électoral et les appels de la coalition à redescendre dans les rues, entraînant des heurts et violences. Face à cette vague de remise en cause des engagements pris aussi bien par le pouvoir que la C14, le président Nana Dankwa semble perdre la main. Ceci, au point d'être critiqué par certains observateurs de jouer le jeu en faveur du régime de son homologue togolais.

En invitant instamment tous les partis politiques et la société civile togolaise à s'abstenir de tout acte de violence et de tout agissement susceptibles de constituer une menace à la paix et à la stabilité du Togo... il est à fort parier sur l'évidence d'une stratégie qu'entend utiliser désormais la CEDEAO. Celle de taper du poing sur la table en faisant des recommandations contraignantes

La CEDEAO s'invite dans la danse

Mais entre radicalisation des positions, désespoir du peuple et douceur dans la méthode du facilitateur, jaillit un troisième larron. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'organisation sous- régionale, semble venir en rescousse au Chef de l'Etat ghanéen. Réunis samedi dernier dans la capitale togolaise, à la faveur d'un sommet extraordinaire, les chefs d'Etat et de gouvernements des pays membres dudit espace communautaire se sont montrés plus regardants, au sujet du Togo. La Conférence, tout en saluant les initiatives et efforts du Président du Ghana en faveur de la résolution de la crise au Togo, quitte l'étape de la facilitation à celle de la médiation. *« La Conférence désigne leurs Excellences Monsieur Dankwa Akufo-Addo et Professeur Alpha Condé, en qualité des facilitateurs de la CEDEAO, leur exprime sa confiance et son soutien et les encourage à intensifier leurs efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques togolais dans la réalisation des réformes constitutionnelles, dans le respect des délais légaux, et principes de la démocratie et de l'Etat de Droit »*, lit-on dans le communiqué officiel sanctionnant les travaux de Lomé. Loin de s'arrêter là, le communiqué renchérit, de façon d'être plus explicite : *« Elle instruit la Commission de prendre toutes les dispositions pour apporter son appui à leurs Excellences Monsieur Nana Dankwa Akufo-Addo et Professeur Alpha Condé et de proposer des recommandations qui seront soumises au prochain sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement »*.

Photo de famille

Taper du poing sur la table ?

C'est la grande question que se posent aujourd'hui nombre d'observateurs. En invitant instamment tous les partis politiques et la société civile togolaise à s'abstenir de tout acte de violence et de tout agissement susceptibles de constituer une menace à la paix et à la stabilité du Togo, et surtout de la région déjà menacée par l'insécurité, il est à fort parier sur l'évidence d'une stratégie qu'entend utiliser désormais la CEDEAO. Celle de taper du poing sur la table en faisant des recommandations contraignantes, par faute de consensus. Le cas de la Guinée Bissau en est illustrateur. La paix sociale et la quiétude de tout le Togo, et par-delà,de toute la sous-région ne sauraient être assujetties au bon vouloir de quelques acteurs politiques, une telle alternative ne serait donc pas illusoire.

Magloire TEKO

Economie/ bilan 2017-2018 de production de coton

Une hausse de 30%

Réunis depuis hier à Lomé pour la 11ème réunion-bilan du programme régional de production intégrée du coton en Afrique (Pr-Pica), les six principaux pays producteurs de coton en Afrique de L'Ouest vont faire le bilan de la campagne 2017-2018 dans les pays membres du Pr-Pica. A l'issue de cette réunion, la gestion intégrée de la production de coton en particulier la gestion des ravageurs, la fertilité des sols, et la problématique des nouvelles variétés adaptées aux variations climatiques qui seront discutées. Les participants vont également évoquer les questions relatives au partage d'informations en matière de production à l'amélioration des rendements au champ et des revenus des producteurs, le recours aux biotechniques et à la biosécurité.

Organisée par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo, cette réunion voit la participation de 150 représentants des pays de la sous-région.

A l'issue de cette réunion, le bilan de la campagne 2017-2018 pour le Togo a été dévoilé. Cette production est estimée à 180.000 tonnes de coton-graine soit une hausse de 30%. La réunion prend fin demain.

IT

Coalition « Les Centristes »

A peine créée, déjà sous le feu des critiques

Le vendredi 13 avril dernier, le paysage politique a enregistré un troisième regroupement politique : Les Centristes. Mais il est à peine porté sur les fonts baptismaux que le nouveau regroupement de partis politiques composé du Nouvel Engagement Togolais (NET), la Convention Patriotique Panafricaine (CPP) et du Parti Démocrate Panafricain (PDP) fait face à des critiques. Des critiques voient derrière cette démarche, une manœuvre du pouvoir de Lomé.

Comme l'expliquent ses premiers responsables, le regroupement politique ''Les Centristes'', à l'instar d'autres courants politiques, travaillera inlassablement à animer la scène politique togolaise. Mieux, travailler à la résolution consensuelle de la crise politique actuelle à travers observations et propositions.

Le remède des Centristes

D'ores et déjà, tout en dénonçant la bipolarisation de la vie du pays et la radicalisation des positions, cette coalition dont la coordination est assurée par Francis Ekon, le Président national du CPP a, dans un mémorandum rendu public, fait trois recommandations pour une sortie de crise apaisée et consensuelle. D'abord, l'amendement de la Constitution de 1992 en tenant compte des observations issues des travaux du Haut-Commissariat pour la Réconciliation et le Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) qui conservera, toutefois, les fondamentaux. Ensuite, la question de la représentation ou non de Faure Gnassingbé en 2020 devra faire objet d'un accord séparé des questions constitutionnelles et du cadre électoral. Puis, l'amélioration du cadre électoral qui devra, de fait, constituer la priorité des priorités pour les acteurs. A ce sujet, *« le contentieux électoral est la principale cause des violences survenues au Togo au cours de ces 27 dernières années »*, précise le Secrétaire Général du Groupe des Centristes, Gerry Taama. Voilà donc ce qui, aux yeux, de cette nouvelle coalition, pourra décanter la situation politique dont l'issue semble ne pas être pour demain.

La horde de critiques

Si les premiers responsables des trois partis formant ce regroupement politique ne sont guère ménagés par une partie de la presse très critique à leur endroit, ils le sont encore moins vis-à-vis d'autres acteurs aussi bien sociaux que politiques. Pour Jean Kissi, le Secrétaire Général du parti Comité d'Action pour le Renouveau(CAR), parti membre de la C14, ce nouveau regroupement serait l'émanation du pouvoir de Lomé dans le but d'anticiper toute éventuelle situation désastreuse : *«Nous avions déjà des indices qu'il y avait, au sein de la classe politique, des groupes qui se préparaient, parce que le pouvoir voulait avancer sur la préparation des élections »*, explique le député de Vo qui, par ailleurs, précise : *«Ils auront besoin demain, s'ils préparent unilatéralement une élection, et que la coalition n'y participe pas, des gens qui vont participer au nom de l'Opposition ».*

Le groupe des centristes

Et le Professeur Togoata Apedo Amah d'aller de sa touche. Dans une Tribune intitulée **''Le péril du centrisme dans la lutte de liberté du peuple togolais''**, paru dans les colonnes du Quotidien Liberté, N°2656 du lundi 16 avril, cet universitaire estime qu'*«Aucun regroupement n'est mal en soi, sauf s'il avance masqué. Tel est le cas des partis Rptistes de ce regroupement »*. Pour lui, la CPP est le nouveau déguisement de l'UTD d'Edem Kodjo qu'il qualifie comme «l'un des pires ennemis de la démocratie au Togo ». *« Quant aux deux autres partis, je ne les connais. Inconnus au bataillon. Mais qui se ressemble s'assemble »*, a-t-il ensuite ironisé.

Puis le Professeur de Lettres Modernes à l'Université de Lomé porta l'estocade : *« La formule de neutralité entre la dictature de Gnassingbé et le peuple est une énorme fumisterie, une arnaque, un gangstérisme politique odieux et éhonté d'hyènes qui tentent maladroitement de se dissimuler sous une peau d'agneau pour couillonner le peuple togolais ».*

Autant de réactions qui viennent en appui à l'idée selon laquelle, le Groupe des Centristes, loin d'être un troisième larron, n'est qu'un épiphénomène qui, difficilement, résistera au temps et à l'espace. Mais l'attester serait sans compter avec les réalités politiques, susceptibles de basculer sur de moindres détails.

Magloire TEKO

Gouvernance fiscale

Cadres du ministère des Finances et de l'Otr à l'école des technologies de l'informatique

A travers les ressources du Projet d'Appui à la Gouvernance Fiscale dont sont bénéficiaires le ministère de l'Economie et des Finances et l'Otr, cadres des deux institutions reçoivent une formation dans les domaines de la sécurité informatique, du management informatique, de la conception et la conduite de projets informatiques. Cette série de formations qui s'étend sur cinq semaines a démarré le 16 avril à Lomé.

Pnoto de famille

Pour une première vague, ils sont une vingtaine de participants à ouvrir le bal de ce renforcement de capacité confié au cabinet IP-Net qui assure la formation. Le directeur dudit cabinet à la cérémonie d'ouverture, Batana Pawou a invité les participants à tirer profit de la formation pour booster les résultats au niveau de l'Otr et du ministère de l'Economie. *« Vous devez être très actifs pour tirer le maximum de savoir à travers les enseignements. Dans vos domaines respectifs, vos supérieurs attendront que vous mettiez à profit les connaissances acquises. »,A-t-il rappelé aux participants.* Dans son mot d'ouverture, le directeur des technologies de l'informatique à l'Otr a placé la formation dans son contexte et remercié la Banque Africaine pour le Développement(BAD) qui a accepté financer les formations. Il a par ailleurs invité les participants à prendre au sérieux les thèmes de cette formation qui sont un pilier au métier de l'informaticien. « Je souhaite une participation très active. Vous devez être assidus. Je souhaite que le cabinet en charge de la formation s'habitue à vos besoins pour combler vos attentes », a laissé entendre ce dernier.

Ces différentes interventions ont cédé place aux travaux de cette formation censée donner de la matière aux cadres du ministère de l'Economie et des finances. La série de formations prend fin le 15 juin.

IT

Crise en Guinée Bissau

La Cedeao montre la voie à suivre

L'urgence de la résolution de la crise en Guinée Bissau a poussé la Cedeao à tenir un sommet extraordinaire le 14 avril dernier à Lomé sous l'égide du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de la Cedeao.

A l'issue de cette rencontre, il a été recommandé à la Guinée Bissau dont le pays marque un coup d'arrêt depuis la destitution en 2015 par le président Vaz de son premier ministre Domingos Simoes Pereira, la nomination d'un nouveau Premier ministre. La voie montrée par la Cedeao a été suivie par la Guinée Bissau qui a depuis lundi un nouveau Premier ministre qui a d'ailleurs déjà prêté serment. Il s'agit d'Aristide Gomez âgé de 63 ans qui succède à Augusto Antonio Arthur Da Silva qui, comme ses prédécesseurs, n'a pas pu former un gouvernement. Chargé de mettre fin à une crise de plus de deux ans, le nouveau locataire de la Primature a pour tâche de conduire le pays jusqu'aux élections législatives de novembre prochain. Augusto Antonio Arthur Da Silva résume la réussite de sa mission en la volonté et la collaboration qui lui seront manifestées par le Président de la République et toute la classe politique.

Faure Gnassingbé, Pdt en exercice de la CEDEAO

La Guinée Bissau traverse depuis 2015 une crise née de la mésentente entre le président de la République et son premier ministre sur la gestion du pays. La destitution de ce dernier a empiré la situation. Donc,depuis cette année, il est difficile aux différents Premiers ministres qui se succèdent de former un gouvernement, compte tenu du grand soutien dont bénéficie le Premier ministre déchu dans le rang du parti au pouvoir.

IT

Interdiction d'importation, de vente et de consommation de Tilapias au Togo

Attention à la confusion !

Les admirateurs et fidèles consommateurs du tilapia doivent prendre leur mal en patience pour un moment. Et pour cause, le gouvernement, sur alerte de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) vient d'interdire, par décret interministériel pris le 16 avril dernier, l'importation, la vente et la consommation de Tilapia et ses dérivés au Togo. Une décision certes fort appréciable mais qui nécessite une vigilance accrue à tous les niveaux.

Le 26 mai 2017, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) alertait les pays du monde sur l'apparition d'un virus mortel affectant les tilapias dénommé «Virus du tilapia lacustre (TiLV)» ainsi que sur son degré de propagation. Soucieux de garantir la santé aux Togolais, le gouvernement, après une évaluation technique de la situation, vient d'interdire la vente et la consommation de Tilapia ainsi que l'ensemble de ses dérivés au Togo.

Ni tilapia, ni ses autres dérivés… jusqu'à nouvel ordre

« L'importation, la détention en vue de la vente, la mise en vente, la vente, l'exposition et la distribution à titre gratuit de poissons tilapias sauvages ou d'élevage, vivant sous forme d'œufs, de juvéniles, de géniteurs ou de poissons tilapias morts sous forme congelée ou dérivée sont interdites sur le territoire national », informe cet arrêté interministériel N°0069/18/MAEP/MCPSP, en date du 16 avril 2018.

Poissons tilapias

S'agissant des titres d'importation des autres produits halieutiques et de leurs dérivés, le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé et son collègue en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche précisent qu'ils ne peuvent être délivrés que sur une autorisation de l'Autorité vétérinaire nationale.

Par ailleurs, *« les produits halieutiques et leurs dérivés autorisés doivent être accompagnés de documents indiquant leur origine visé et de certificat vétérinaire dûment signé par un vétérinaire officiel du pays d'origine »,* poursuit l'arrêté qui précise tout de même que pendant la durée de l'interdiction, il sera procédé à la « saisie » et à la « destruction » de toutes les espèces de tilapias sauvages et ou d'élevage et produits de tilapias importés. Ceci, conformément aux dispositions relatives à la police sanitaire des animaux et sans préjudices des poursuites et sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Toutefois, par dérogation aux dispositions, rappelle le gouvernement, les opérateurs économiques importateurs de produits halieutiques au titre de transit international peuvent être autorisés, sous les conditions strictes d'escorte douanière.

Mais …Attention à la confusion !

Si cette interdiction doit être appréciée à sa juste valeur, puisque responsable et protégeant la vie des populations togolaises contre toute situation malencontreuse en cas de contamination, elle ne doit, par contre, être sujette à des ambiguïtés.

En effet, il paraît clair-obscur qu'au même moment qu'une interdiction ferme soit portée sur l'importation, la vente et la consommation du tilapia, sous tous ses formes et dérivés, on admet néanmoins que *« le tilapia élevé ou pêché dans les eaux togolaises ne comporte aucun risque et peut-être consommé sans crainte »*. Comment les consommateurs parviendront-ils à déceler, sur le marché, le tilapia importé de celui élevé ou pêché dans les eaux togolaises ? N'y a –t-il pas là une brèche ouverte aux opérateurs véreux qui profiteront de la confusion pour infiltrer le marché, les stocks des produits réellement mis en cause mais non encore épuisés ?

Autant de questions qui interpellent l'autorité à éclairer la lanterne des Togolais et agir avec rigueur. Il ne peut y avoir ni compromis, ni demi-ménage, lorsqu' il s'agit de la santé humaine. Et pendant qu'il est encore temps, le gouvernement doit agir en levant l'équivoque qu'il semble, lui-même, instaurer. Ceci, afin d'éviter la confusion au sein de la masse. Car, fait observer un analyste *: « un tilapia n'a pas de carte d'identité, ni de nationalité »*.

Magloire Têko

…il paraît clair-obscur qu'au même moment qu'une interdiction ferme soit portée sur l'importation, la vente et la consommation du tilapia, sous tous ses formes et dérivés, on admet néanmoins que « le tilapia élevé ou pêché dans les eaux togolaises ne comporte aucun risque et peut-être consommé sans crainte ».

Atelier régional de renforcement des capacités en statistiques du travail

Lomé consacre la finalisation de l'Outil de collecte

Du 16 au 20 avril, Lomé se mue en la capitale africaine de la statistique. Sur initiative d'AFRISTAT, appuyé par la Banque Afrique de Développement (BAD) et l'Union Africaine (UA), plusieurs fonctionnaires des instituts nationaux de la Statistique, venus de divers pays d'Afrique,réfléchissent sur la résolution concernant les statistiques du Travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main d'œuvre. Des travaux qui seront sanctionnés par l'examen et l'adoption de l'outil de collecte, le questionnaire de mesure de l'emploi.

Dans nombre de pays africains, le sous-emploi et le chômage constituent une réalité non négligeable. Malgré les quelques efforts au niveau de chaque pays en vue d'endiguer le mal, les taux globaux de sous-emploi et de chômage sont d'environ 30%. Ce qui explique la ruée des demandeurs d'emploi, à chaque lancement de concours de recrutement et opération d'embauche.Malheureusement, aucune méthodologie commune ne permettant d'harmoniser les données statistiques pour l'ensemble des Etats, AFRISTAT s'est investi dans l'amélioration d'un dispositif de mesure et d'analyse des informations sur l'emploi.

Après avoir participé, en 2013 aux côtés d'un bassin d'experts d'une résolution, à la préparation et à l'adoption d'une résolution relative aux nouvelles normes statistiques sur le travail, l'emploi et la sous-utilisation de la main d'œuvre, puis développer des outils d'enquête modulaire sur l'emploi et le secteur informel intégrant les définitions des concepts selon la nouvelle résolution, AFRISTAT passe désormais à l'étape suivante. La finalisation de ces outils.

D'où justement la tenue, à Lomé, de cet atelier régional au cours duquel, explique Madior Fall, expert AFRISTAT et Conseiller Technique du Directeur général AFRISTAT et représentant ce dernier, les participants approfondissent leurs connaissances sur l'outil de collecte qui se veut le question-

Suite à la page 7

Sécurité Yark Damehame promu

Au Travail mon Général !

Précédemment Colonel, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, DamehameYark, a gravi un échelon de plus dans l'armée togolaise. Au sortir du conseil des ministres tenu hier mercredi 18 avril 2018, sous la présidence du Chef de l'Etat, l'officier supérieur de la Gendarmerie togolaise a été promu Général de Brigade.

Gal de Brigade Yark Damehame

La promotion du natif de Dapaong se veut, somme toute, la consécration du professionnalisme dans la méthode et la grandeur d'esprit, des valeurs détectées en l'homme par ses supérieurs hiérarchiques. Toutefois, cette promotion, loin d'émousser ses ardeurs, cette distinction doit plutôt motiver le désormais Général de Brigade à plus de perfection. Ceci, dans l'optique d'autres consécrations.

Parallèlement au ministre Yark, Felix Abalo Katanga, jusque- là Chef d'Etat-major Général des Forces Armées Togolaises (FAT), a également été promu Général de Division.

Il en est de même le Col Adjitowou, jusque là adjoint du chef d'Etat major des Forces Armées Togolaises, désormais élevé au rang de Général de Brigade

La Rédaction

Centre d'Affaires
Un espace entièrement dédié à l'entreprise

Tél. : (+228) 22 53 62 02
www.boatogo.com

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

Participation togolaise au 27ème Tour Cycliste

Rétropédalage !

Le 27ème tour cycliste international du Togo a pris fin le 15 avril dernier avec le sacre du burkinabè Abdoul Aziz Nikiéma. A l'heure du bilan, il faut retenir que le pays organisateur, le Togo, a une fois encore, organisé son Tour pour les autres pays. Pire que les autres fois, le Togo se retrouve au creux de la vague. Cette mauvaise performance est l'expression de la crise qui sévit au sein de la Fédération Togolaise de Cyclisme dont la navigation à vue enfonce le cyclisme togolais et les coureurs togolais difficilement détectables dans le classement à l'issue des étapes du Tour.

Le Burkina Faso continue son ascension dans la sous-région en matière de cyclisme et le Bénin remonte tout doucement la pente pendant que le Togo mal en point sur les différents Tours et qui semble se relever avec Akanga Raouf fait une rechute. Tout s'est dessiné sur le Tour dès la première étape et s'est confirmé sur la dernière. Long de 70km, ce tour a révélé Aziz Nikiéma qui était à sa première participation sur le Tour du Togo. La dernière étape courue à Lomé viendra confirmer cette bonne forme de l'équipe Burkinabè. Malgré son troisième rang, Aziz Nikiéma garde le maillot jaune de leader devant l'équipe belge. Sur l'ensemble du Tour, l'équipe béninoise a fait une opération de séduction.

Le problème du cyclisme togolais n'est pas que matériel,il est aussi un problème relationnel et il est important qu'on y apporte une thérapie de choc pour tuer le ver dans le fruit.

Le Togo, un pédalage à l'envers !

On a comme l'impression que les cyclistes togolais couraient à l'envers pendant que les autres avançaient. Le premier Togolais sur la première étape était classé 30ème, sur une autre étape un coureur togolais fut classé dernier et sur la dernière étape quatre coureurs togolais ont abandonné la course. Sur les 62 cyclistes seuls 57 répondront à l'appel du critérium de Lomé. Les coureurs des Forces Armées Togolaises venus en sapeurs-pompiers pour sauver les meubles n'ont pas réussi la mission de faire oublier les ténors comme Raouf Akanga. Plutôt que de trouver une solution à cette crise qui a été à l'origine du boycott du championnat national, Donné Gagou et son bureau ont préféré la politique de l'autruche. Le problème du cyclisme togolais n'est pas que matériel,il est aussi un problème relationnel et il est important qu'on y apporte une thérapie de choc pour tuer le ver dans le fruit. Le Togo ne peut pas continuer d'organiser le Tour pour faire la visibilité des sociétés, permettant à certains de se mettre plein les poches pendant que les coureurs sans motivation participent pour participer. Sur ce 27ème Tour cycliste international le Togo a touché le fond même le président de la FTC, Donné Gagou, le promoteur Francis Ducreux et le ministre Guy Lorenzo tentent de cacher le soleil avec les mains, il est clair que l'échec est cuisant.

Donné Gagou, Pdt FTC

Del-Jo

Artisanat/ Pour mieux fédérer les énergies dans l'optique d'une synergie d'action

USPAT voit le jour !

Le samedi 14 avril dernier, 19 syndicats professionnels de 19 différents corps de métier sont officiellement coalisé leurs forces à travers la mise sur les fonts baptismaux à Lomé, de l'Union des Syndicats Professionnels des Artisans du Togo (USPAT). Dotée d'un bureau exécutif de neuf (9) membres, cette union oeuvrera à fédérer les énergies en vue d'un meilleur devenir des métiers de l'artisanat.

9 membres dont 5 femmes.Ainsi décomposé,le tout nouveau bureau exécutif de l'Union des Syndicats Professionnels des Artisans au Togo (USPAT), mis en place au terme d'une Assemblée nationale constitutive tenue samedi.

Se définissant comme une grande famille des professionnels des métiers de l'artisanat, l'essentiel de la mission de USPAT, à en croire la Présidente élue, Kozon Badawui, se résumera à la défense des intérêts des artisans membres de l'Union devant l'autorité, à des formations et renforcements de capacités de ses membres, à la création d'emplois et de richesse pour un développement plus participatif et inclusif du secteur de l'artisanat au Togo.

«Très souvent, nous allons en rangs dispersés pour revendiquer nos droits. Cette fois-ci, nous avons décidé de nous mettre ensemble et aller vers les autorités et être écoutés », a- t-elle expliqué. Mais pour ce faire, renchérit la présidente de l'USPAT, il faut donc aux membres, une meilleure organisation, plus d'ouverture et d'entraide et de cohésion sociale. Ceci, dans le but de *« fédérer les énergies et les muer en une synergie d'actions en vue de saisir le maximum d'opportunités qui s'offriront tant au plan national qu'international »*.

Kozon Badawui, Pdte USPAT (au micro)

Une vision syndicale très appréciée par les autorités préfectorales d'Agoè-Nyivé.Tout en exprimant sa pleine satisfaction vis-à-vis de l'initiative et son soutien indéfectible au bureau exécutif de l'USPAT, le Secrétaire Général de la Préfecture d'Agoè, Joseph Kazandou,a invité ce dernier, à travers d'utiles conseils,à cultiver et diversifier leurs coopérations en vue de créer les conditions, puis bonifier les opportunités aussi bien de remise à niveau que de financements.

Outre le Bureau Exécutif, l'Union des Syndicats Professionnels des Artisans du Togo sera dotée dans les jours qui suivront, des diverses commissions techniques dans le but de faciliter et rendre plus fluide, la gestion des affaires.

USPAT, convient-il de le rappeler est constituée de plusieurs syndicats dont le Syntacto, le Synatsceto, le Delfracto, le Synatsceto, le Synadect et l'Usyncoifto.

Jaurès KINVI

FLAMBEAU des Démocrates
Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac.(90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs
Loïclas
Del-Jo
Magloire Têko
Isaac Tonyi

Correcteurs
Edgar K. DJISSENOU
Edson Dogbè

Stagiaire
Oscar Sékaya

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

Atelier régional de renforcement des capacités en statistiques du travail

Lomé consacre la finalisation de l'Outil de collecte

Suite de la page 5

naire de mesure de l'emploi. De façon spécifique, poursuit-il, *« le rendez-vous de Lomé aura le mérite de permettre aux experts de donner les rudiments nécessaires aux cadres des instituts nationaux de statistiques ou des observatoires de l'emploi en vue de mieux comprendre le contenu de la nouvelle résolution, concernant la statistique du travail, réviser la liste minimale d'indicateurs de suivi de l'emploi et de formation professionnelle, puis prendre en compte, les concepts dans l'élaboration du questionnaire sur l'emploi »*.

Après avoir révisé la liste minimale d'indicateurs de suivi du marché du travail et de la formation professionnelle et du questionnaire de collecte des données sur l'emploi, les participants vont pouvoir ensuite finaliser l'outil de collecte, le questionnaire de mesure de l'emploi.

Pour Edmond Amoussou, le Directeur général de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi (ANPE) qui a ouvert les travaux au nom des autorités togolaises et des premiers responsables de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEE'D), ces travaux sont d'une importance capitale. Ceci, d'autant plus qu'ils permettront de disposer, au niveau de chaque pays, d'un système d'information sur le marché performant pouvant guider les politiques publiques pour le développement intégral. D'où justement son appel à« l'esprit d'équipe et à plus d'application » à l'endroit des participants.

En rappel, les travaux qui s'achèvent demain vendredi réunissent des participants venus de plusieurs pays du continent dont la Côte d'Ivoire, le Congo, les Iles Comores, la Centrafrique, le Cap Vert, le Niger, la Guinée Equatoriale, le Mali et le Togo.

Jaurès KINVI

NASCO
electronics

Du 26 mars au 26 avril

Achetez au moins 3 articles électroménagers et bénéficiez de -35%

Qualité supérieure

Tél: +228 22 22 20 00
BP 13704 Lomé-Togo
NASCO hydrocarbures,
NASCO Agoè,
NASCO Tokoin Trésor,
Promostore Déco